

Chroniques européennes du large

N° 19

25 mai 2009 – Une Europe plus sociale ? Oui, au-delà des incantations

Je crois fermement que l'Europe a des responsabilités sociales. Comme je l'ai déjà rappelé dans une chronique précédente*, la Communauté Economique Européenne a été créée, en 1957, pour assurer le bien-être des Européens et le plein emploi. Mais la manière dont le slogan « *Europe sociale* » a été martelé ces dernières années, au mépris des compétences respectives des Etats et de l'UE et sans toujours mener les combats là où ils doivent être menés, cette manière de faire des promesses creuses, je la récusé. Je la récusé en pensant notamment à ces femmes qui, dans une usine, sur le port de Lorient, travaillent le poisson dans le froid, l'humidité et les mauvaises odeurs. Du matin au soir, elles coupent des poissons, elles éviscèrent, elles lèvent des filets. Pour nous consommateurs, c'est pratique. Pour elles, c'est dur. Si je suis élue, c'est en pensant à elles que je me battrais pour une Europe plus sociale. Mais mon premier devoir c'est d'abord d'être honnête avec elles.

L'UE repose sur un partage de compétences entre les Etats et le niveau européen ; en matière sociale, la responsabilité première revient à l'Etat français. Contrairement à ce que disent ses détracteurs, l'UE ne s'occupe pas de tout. C'est heureux. Encore faut-il se souvenir de ce choix quand nous lui reprochons de ne pas faire assez.

Dans les domaines où elle possède des prérogatives, l'UE a permis des avancées, par exemple en matière de coordination des régimes de sécurité sociale, de sécurité au travail, d'égalité hommes - femmes ou de lutte contre les discriminations. Si d'autres objectifs n'ont pas été atteints, cela vaut la peine d'expliquer pourquoi.

En général, les discours sur l'Europe sociale commencent par accuser les « Anglo-saxons » ou les « ultra-Libéraux ». Certes, les Britanniques et les Irlandais se sont souvent opposés, comme les nouveaux Etats membres, à l'adoption de règles sociales plus contraignantes. L'unanimité requiert leur assentiment. Mais ils ont bon dos.

Les Etats continentaux, notamment la gauche française ou allemande, ont largement laissé faire. A la fin des années 90, les gouvernements européens ont dit vouloir s'attaquer ensemble au problème du chômage. Ils sont partis du constat que le plein emploi dépendait de notre aptitude à bâtir une « société de la connaissance » où formation, recherche, innovation contribueraient à une croissance plus durable. Les salariés perdraient peut-être plus fréquemment leur boulot mais seraient aidés à en changer rapidement. Le diagnostic était juste. Le monde change, de nouvelles puissances émergent. Pour résister à la concurrence des pays à bas salaires, nous devons être meilleurs. En 2000, le Conseil européen (15 chefs d'Etat et de gouvernement à l'époque) toucha au sublime : la « stratégie de Lisbonne » prétendait faire de l'Europe, la « zone la plus compétitive du monde en 2010 » ! Dieu merci, le ridicule ne tue pas. Car quels moyens se donnaient les gouvernements dirigés par Lionel Jospin, Gerhard Schröder ou Tony Blair ? « *La méthode ouverte de coordination* »

qui revient à ce que chacun fasse... ce qu'il veut. On échange des bonnes pratiques, c'est bel et bon, mais on ne se donne aucun moyen contraignant pour parvenir aux objectifs communs. Quand on pense que des millions de chômeurs, d'exclus et de pauvres étaient concernés, cette désinvolture était une honte !

Pour créer l'euro, on avait su se doter de règles contraignantes, de sanctions. Pour la politique agricole commune (PAC), on avait prévu un budget. Là, tout était renvoyé au bon vouloir et au bon cœur des Etats. D'où des résultats contrastés : si les nordiques ont remarquablement innové en matière de placement des chômeurs (« la flexicurité »), s'ils ont fourni un effort soutenu de recherche et d'éducation, si l'Allemagne a fait des réformes drastiques, plusieurs Etats membres, dont la France, ont largement raté l'objectif. Chômage des jeunes élevé, service de l'emploi peu performant, déficit abyssal des régimes sociaux... le tableau national est sombre.

Non, ce n'est pas « la faute à Bruxelles ». L'Europe a été dévoyée**. Et, depuis, rien n'a changé. Les réflexions lancées par le gouvernement français sur une réforme de la « stratégie de Lisbonne », n'ont pas eu de suites***.

« L'Europe sociale », la défense des services publics, certains en parlent beaucoup là où c'est facile, en France, devant des publics acquis d'avance et acquis à leurs acquis. En revanche, on ne les lit guère dans les colonnes du Financial Times, on ne les entend guère dans les studios de la BBC ou face à la société civile allemande ou tchèque.

Dans ce contexte, que faire ? Rappeler inlassablement les objectifs sociaux du traité de Rome ; user de la crise pour battre en brèche l'idéologie dominante, ce qui signifie faire le tour des capitales pour « vendre » des idées nouvelles et écouter les autres ; ne pas mettre en avant des leurres comme « un salaire minimal pan européen » qui, avec l'hétérogénéité actuelle de l'UE, n'aurait guère de sens ; prôner au contraire un plan de convergence progressive. Et surtout, le 7 juin, voter pour ceux qui, comme le MoDem, refusent la reconduction de José Manuel Barroso à la tête de la Commission : tout le parti populaire européen, UMP incluse, et une partie du parti socialiste européen le soutiennent. M. Barroso n'aime pas la méthode communautaire, la vraie, faite d'engagement mutuel et de contraintes. Il lui préfère des ersatz qui ne sont que du vent. C'était un soutien fervent de George W. Bush. Votez démocrate.

Sylvie Goulard

* Voir chronique n°5 du 11 mai 2009

** Pour un raisonnement complet, voir *Le Coq et la Perle, 50 ans d'Europe*, Sylvie Goulard, Le Seuil 2007

***Rapport de Laurent Cohen-Tanugi, *Euromonde 2015 : une stratégie européenne pour la mondialisation*, Odile Jacob, 2008